

SOCIÉTÉ MACÉDO-ROUMAINE DE CULTURE INTELLECTUELLE



LA QUESTION
DES
MACÉDO-ROUMAINS
OU DES
KOUTZO-VALAQUES

BUCAREST
L'IMPRIMERIE „CULTURA“
RUE CAMPINEANO, 15
1919

B.I.F.

1869

ROUMAINE DE CULTURE INTELLECTUELLE



LA QUESTION
DES
MACÉDO-ROUMAINS
OU DES
KOUTZO-VALAQUES



BUCAREST
L'IMPRIMERIE „CULTURA“
RUE CAMPINEANO, 15
1919

LA QUESTION

DES

MACÉDO-ROUMAINS

DE

KOUTZO-VALAQUES



L'IMPRIMERIE "CULTURA"

100 CANTINEARU, 11

1917



La Société macédo-roumaine de culture intellectuelle se fait l'interprète du sentiment de la population roumaine de Macédoine dans l'exposé ci-après :

Après le triomphe définitif du droit sur la force dû aux armes des alliés, et la proclamation solennelle du droit de tous les peuples grands et petits à une vie libre et indépendante, conforme à leur origine et à leurs traditions, il est facile de comprendre, que les nombreuses nations soumises jusqu'à présent à un régime fondé le plus souvent sur des considérations tout à fait étrangères à leur origine et à leurs intérêts, s'empressent de présenter leurs doléances au grand aéropage mondial dont elles attendent l'application équitable et sincère des nobles principes admis pour la reconstitution du monde.

Parmi ces peuples qui s'adressent, à la justice du monde représentée par la conférence qui se réunira à Versailles, se trouve aussi la branche de la race roumaine connue sous le nom de Macédo-Roumaine ou de Koutzovalaque et qui se trouve établie en Macédoine, en Epire, en Albanie, en Thessalie et même en Thrace.

Sans discuter la question oiseuse au point de vue politique, si cette population descendente part du moins des légions de Pompée et des colonies romaines établies dans ces contrées deux siècles

avant J. C. après la conquête de l'Illyrie et de la Macédoine par le prêteur Anicius et par Paul Emile, ou ce qui est beaucoup plus vraisemblable, exclusivement de colonies daco-romaines retirées de la Dacie trajane par l'empereur Aurélien en Mésie et refoulées quelques siècles plus tard au delà des Balkans par l'invasion des Bulgares des Slaves et des Goths, un fait ressort clairement de l'étude ethnographique et philologique de cette population et de son langage, c'est son absolue identité nationale avec les Roumains du Danube ou Daco-Roumains; cette vérité n'est du reste plus contestée sérieusement par personne car elle s'appuie sur la communauté de tous les caractères distinctifs qui constituent un peuple: nom, langue, usages et coutumes, etc.

Sans vouloir faire l'histoire des Macédo-Roumains, contentons nous de constater qu'avant l'invasion ottomane, ils avaient assez d'importance pour pouvoir fonder plusieurs principautés distinctes dans les montagnes du Pinde et en Thessalie sous le nom de Grande et Petite Valachie (ne pas confondre avec la Valachie qui est au nord du Danube). Ces principautés dont il est souvent question dans les chroniqueurs Bizantins, subsistèrent jusqu'à l'arrivée des Turcs, qui accordèrent aux Roumains, en échange de leur soumission, d'importants privilèges, comprenant une large autonomie communale, administrative, judiciaire et religieuse, privilèges qui furent pendant longtemps maintenus et dont il subsistait jusque tout dernièrement des vestiges. Grâce à ces privilèges et à ses

grandes qualités la population roumaine de Turquie put se développer et arriver à une situation prospère et florissante.

Par malheur le Patriarcat de Constantinople étant non seulement Grec mais aussi à l'entière dévotion du pan-hellénisme s'emploia à empêcher par les puissants moyens dont il disposait dans l'empire Ottoman tout développement d'une culture nationale roumaine. C'est ainsi que les tentatives de réveil national faites à la fin du 18-ème siècle et au commencement du 19-ème par les Macédo-Roumains Rosa, Cavaliotti, Oukouta, Boïagi, furent combattues à outrance et ne tardèrent pas à être étouffées, cependant quarante ou cinquante ans plus tard l'idée du réveil national se fit de nouveau jour et dès 1862 des écoles roumaines furent fondées en Macedoine et en Epire. Mais cet enseignement en langue roumaine devait se heurter à la plus violente opposition de la part du patriarcat grec et de son clergé. Il serait trop long de décrire dans tous ses détails la guerre sans merci menée par le clergé grec contre les écoles roumaines et contre les adhérents du mouvement national.

On sait que tous les moyens d'action dont pouvait disposer la propagande grecque dirigée par le Phanar furent mis en mouvement. Pendant cinquante ans ce ne fut qu'une longue et interminable suite de pressions, de vexations des roumains de Turquie, s'exerçant tantôt sous la forme de refus d'assistance religieuse, d'excommunications, d'anathèmes, de délations auprès des autorités turques

et tantôt sous la forme bien autrement terrible d'assassinats, de meurtres, d'incendies, de tortures et autres méfaits épouvantables commis avec une cruauté sans pareille par des bandes d'antartes envoyées de Grèce et soudoyées par la propagande hellénique.

Jamais croisade ne fut menée avec plus d'acharnement que celle dirigée contre les écoles et les églises roumaines de Turquie et contre leurs adeptes. Il suffit de rappeler qu'en l'espace de deux ou trois ans, plus de quatre cents notables roumains ont dû expier par une mort atroce, la faute de n'avoir pas obéi à l'ordre des comités terroristes grecs de retirer leurs enfants des écoles roumaines. Sous le régime turc malgré toutes ces souffrances et ces difficultés, les écoles et les églises roumaines purent cependant fonctionner avec certaines intermittences dues aux causes précitées.

La guerre balkanique de 1912 à 1913 étant survenue et la Serbie, la Bulgarie et la Grèce s'étant emparées de presque tout le territoire de la Turquie d'Europe, les roumains de Macédoine purent craindre à juste titre pour leurs écoles et leurs églises, l'attitude prise à leur égard par ces trois pays et l'intolérance qui y règne ne leur promettant rien de bon. Cependant l'intervention décisive de la Roumanie en 1913 dans le conflit balkanique, eut entre autres résultats aussi celui d'obtenir comme annexe au traité de Bucarest une déclaration identique de la part de chacun des trois États Balkaniques par laquelle: il consentait à

donner l'autonomie aux écoles et aux églises des Koutzo-Valaques se trouvant dans les territoires nouvellement acquis, et à permettre la création d'un Episcopat pour ces mêmes Koutzo-Valaques avec la faculté pour le gouvernement roumain de subventionner, sous la surveillance du gouvernement territorial, les dites institutions, présentes et à venir.

Ces dispositions n'ont du reste pas eu le temps d'être appliquées dans toute leur teneur, la guerre mondiale ayant éclaté moins d'un an après le traité de Bucarest. La terrible conflagration qui a sévi pendant quatre ans devait être l'occasion de nouvelles et horribles souffrances pour les malheureux roumains de Macédoine qui étant partagés entre quatre Etats en lutte les uns contre les autres, étaient forcés de s'entretuer pour une cause qui parfois non seulement n'était pas la leur, mais était même opposée à leur intérêts. Il est vrai qu'un assez grand nombre, presque tous ceux qui le purent se tirèrent de cette situation angoissante en venant s'engager dans les rangs de l'armée roumaine, c'est ainsi que plus de 10.000 soldats et plus de 400 officiers roumains macédoniens luttèrent vaillamment pour la cause roumaine qui se confondait avec la cause du droit et de la liberté. Mais à côté de ceux qui s'étaient rangés autour du tricolore roumain, ceux qui étaient restés dans leurs villages: vieillards, femmes, enfants, prêtres, instituteurs, eurent à subir de la part des Bulgares toutes les tortures et toutes les ignominies que l'imagination la plus perverse puis-

se concevoir, car ils furent traqués, maltraités, déportés, dans des conditions qui sont la honte, de notre époque. C'est ce peuple dont le passé a été un long martyr et le présent une affreuse torture, qui demande lui aussi sa place au soleil et le droit qui ne saurait plus être refusé à personne de vivre librement et de pouvoir prier et se cultiver dans la langue qu'il tient de ses grands ancêtres.

Ne formant pas une masse compacte d'un seul tenant il ne peut aspirer à constituer un Etat à part, il ne peut non plus demander à être réuni à la Roumanie dont il n'est géographiquement pas voisin. Il ne s'en suit pas cependant que ce peuple de l'aveu unanime de tous ceux qui connaissent les Balkans¹⁾, de beaucoup le plus avancé et le plus civilisé de toute la péninsule, doive être voué à la disparition et à l'absorption par les populations moins civilisées au milieu desquelles il vit.

Le fait que la population roumaine de Macédoine n'est pas répartie en moins de 6 groupes principaux distants les uns des autres et faisant partie depuis le partage de la Turquie d'Europe, d'Etats différents a pour conséquence que leurs justes aspirations peuvent comporter à la rigueur des solutions différentes selon le cas, à la condition toutefois qu'elles garantissent toutes, l'individualité ethnique des Roumains.

Selon les frontières fixées à Bucarest en 1913, la Serbie, comprend un des six groupes principaux

1) Voir Pouqueville, Ami Boné, Philarete chasles, Emil Picot Kanitz Wace et Thompson, Baldági, Elisée Reclus et Leske.

(celui de Bitolia ou Monastir), la Grèce trois (Méglenie, Veria, Pinde-Thessalie) et l'Albanie deux (Mouzachie et Coritza), quant à la Bulgarie elle a également plusieurs groupes sur son territoire mais de moindre importance.

De ces quatre Etats il est hors de doute que celui dans les frontières duquel peut se développer d'une façon plus libre et plus favorable le roumanisme c'est l'Albanie si toutefois l'ordre s'y établit.

Ceci résulte des relations traditionnelles de constante amitié que Roumains et Albanais vivant côté à côté, ont toujours entretenues, et du fait qu'il n'existe, pas de chauvinisme et partant d'exclusivisme chez ces derniers comme c'est le cas pour les autres peuples Balkaniques. Aussi les Macédo-Roumains font-ils des vœux pour une extension aussi grande que possible de l'Albanie qui pourrait facilement comprendre la plus grande partie du vilayet de Monastir (Bitolia) dans lequel soit dit en passant l'élément serbe n'existe même pas, le Pinde¹⁾ habité presque exclusivement par les roumains dits Koutzo-Valaques, au nombre de plus de 80.000, ainsi que la majeure partie du reste de l'Epire qui est albanaise.

Quelles que soient du resté les frontières que la conférence de Versailles fixera dans la Péninsule des Balkans, et partant quelle que soit la répartition des Koutzo-Valaques entre les diffé-

1) Nous apprenons que les bourgs et villages roumains du Pinde viennent de leur propre initiative d'envoyer une délégation à Rome pour demander à être incorporés à l'Albanie.

rents Etats, ils se croient en droit de réclamer hautement en vertu des principes proclamés sur la liberté des peuples, que les six groupes principaux que nous avons cités, constituent chacun dans les Etats quels qu'ils soient aux quels ils appartiendront, des provinces ou cantons autonomes ayant un pouvoir administratif national assisté d'un conseil élu qui délèguerait un certain nombre de représentants dans le parlement du pays dont il ferait partie. Ce serait en petit une situation à peu près semblable à celle qu'avait la Croatie jusqu'à présent dans le royaume de Hongrie.

De cette façon, seulement, le droit des Macédo-Roumains, à une vie libre se trouvera à peu près réalisé, car ils pourraient du moins par une vie locale indépendante conserver leur langue, us et coutumes et tout ce qui constitue le patrimoine national qui leur a été légué par leurs aïeux.

Pour ce qui concerne les nombreux groupes de moindre importance que les six que nous avons cités et pour l'un ou l'autre de ceux-ci pour lequel des obstacles insurmontables se mettraient en travers de la solution de l'autonomie cantonale, les Koutzo-Valaques demandent au moins l'extension des droits reconnus en 1914 par les déclarations annexes du traité de Bucharest à tous les groupes macédo-roumains quelle que soit la date de leur annexion à l'Etat dont ils font partie en y ajoutant l'autonomie communale nationale des villages en majorité roumains, c'est à dire le droit pour ceux-ci, de s'administrer librement eux

mêmes, dans leur propre langue en ce qui concerne les affaires purement locales. Il conviendrait on outre de prendre les garanties possibles pour la loyale exécution des droits consentis.

Sans insister sur la partie statisque de la question tellement ardue, quand il s'agit de la Péninsule Balkanique où les données sérieuses manquent, et les mauvaises fois abondent et qui du reste, étant données les solutions proposées a une importance secondaire, nous nous bornerons à constater qu'il s'agit d'une population qui en tout cas est d'au moins un demi million et cela dans le seul but qu'on ne nous oppose la maxime que: de minimis non curat pretor.

En réalité il s'agit d'une population importante beaucoup plus importante encore par la qualité que par le nombre et qui représente plus que toute autre dans la Péninsule des Balkans l'activité, l'intelligence et avant tout la civilisation.

C'est pourquoi lorsqu'il s'agit d'assurer la libre existence de tous les peuples sans exception, il est impossible d'admettre que l'aréopage du monde civilisé permette la suppression par des voisins moins avancés d'un peuple doué de si grandes qualités et qui sans conteste a été le promoteur de la culture dans l'ancienne Turquie d'Europe comme le prouve le grand nombre d'hommes de valeur qu'il a fournis à tous les pays environnants.

Cela ne sera pas, car cela ne doit pas être pour l'honneur du monde.
